



Commune de OUISTREHAM  
Service Secrétariat Général

[secretariat\\_general@ville-ouistreham.fr](mailto:secretariat_general@ville-ouistreham.fr)

Hôtel de Ville – Place A. Lemarignier  
14150 Ouistreham  
Tél.02.31.97.73.25

[www.ouistreham-rivabella.fr](http://www.ouistreham-rivabella.fr)

Désign.: RESTAU. SCOLAIRE  
Adresse: R. Lefoulon Hébert  
n° ERP: E 488 00079 001  
Groupe: 1<sup>er</sup>  
Type: N  
Catégorie: 4<sup>e</sup>

22\_AC-014-2114 04884-20250711-ARR2025\_415

**Police de l'Habitat – Etablissements Recevant du Public**  
**Arrêté autorisant l'ouverture et l'exploitation d'un ERP**  
**- suite à visite de réception de travaux -**  
**ERP079 001 N - « RESTAURANT SCOLAIRE »**  
**Equipement de l'Ecole Autissier – R. Lefoulon Hébert**

**LE MAIRE de OUISTREHAM,**

VU le Code des Collectivités Territoriales, notamment les articles L2212.1, L2212.2 et L2212.4 ;

VU les articles R123-1 à R123-55 et les articles R152-6 et R152-7 du Code de la Construction et de l'Habitation ;

VU le décret n° 95-260 du 8 mars 1995 modifié relatif à la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité ;

VU les arrêtés ministériels des 23 mars 1965 modifié et 25 juin 1980 modifié, portant règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les ERP ;

VU le PC n° 014 488 23 R 0017, pour la construction du nouveau restaurant scolaire du Groupe scolaire Autissier, ci-après désigné « RESTAURANT SCOLAIRE » ;

VU la visite préalable à l'ouverture de l'équipement « RESTAURANT SCOLAIRE » et le rapport du groupe de visite, en date du 26 juin 2025 ;

VU le procès-verbal du 8 juillet 2025, établi par la Commission de Sécurité de l'arrondissement de Caen après examen du rapport du groupe de visite visé ci-avant ;

CONSIDERANT l'avis FAVORABLE et les observations consignées dans le procès-verbal dressé par la Commission de Sécurité de l'arrondissement de Caen dans le cadre de la visite de réception de travaux susmentionnée ;

**ARRETE**

**ARTICLE 1 :**

L'ouverture et l'exploitation du nouveau « RESTAURANT SCOLAIRE » du Groupe scolaire Autissier, sis Rue Lefoulon Hébert, à Ouistreham, **établissement classé de type N de 4<sup>e</sup> catégorie**, sont autorisées, sous réserve que les prescriptions énoncées dans le procès-verbal du 8 juillet 2025, ci-annexé, soient exécutées.

**ARTICLE 2 :**

L'exploitant est tenu de maintenir son établissement en conformité avec les dispositions du code de la construction et de l'habitation et du règlement de sécurité contre l'incendie et la panique précités.

**ARTICLE 3 :**

Tous les travaux qui ne sont pas soumis à permis de construire mais qui entraînent une modification de la distribution intérieure ou nécessitent l'utilisation d'équipement, de matériaux ou d'éléments de construction soumis à des exigences réglementaires, doivent faire l'objet d'une demande d'autorisation. Il en est de même des changements de destination des locaux, des travaux d'extension ou de remplacement des installations techniques et des aménagements susceptibles de modifier les conditions de desserte de l'établissement.

**ARTICLE 4 :**

Le présent arrêté sera :

- Transmis pour information à M. le Directeur Départemental des SDIS du Calvados, M. le Maire-adjoint délégué aux aménagements et au patrimoine bâti, Mme la Maire-adjointe déléguée à l'Education, M. le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de Ouistreham, M. le Chef du Centre de Secours de Ouistreham, M. le Chef du Poste de Police Municipale, Mme la Directrice des services techniques municipaux, Mme la Directrice du Pôle Culture-Education ;
- Inséré au Registre des arrêtés du Maire ;
- Certifié exécutoire du fait de sa transmission à Monsieur le Préfet du Calvados et de sa publication pour la durée minimum de 2 mois sur les sites communaux [www.ouistreham-rivabella.fr](http://www.ouistreham-rivabella.fr) et <http://ouistreham.e-legalite.com/> , à compter du
- Notifié à l'Exploitant s/c du service gestionnaire du patrimoine bâti le

Fait à Ouistreham, le 11 juillet 2025



Le Maire

Romain BAIL

*DELAI ET VOIES DE RECOURS : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux dans les deux mois à partir de sa publication et/ou de sa notification, auprès du Tribunal Administratif compétent. Il peut faire également l'objet d'un recours gracieux auprès de son auteur. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).*